

Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN

Institut de Recherche Interdisciplinaire en Socio-économie (CNRS-Université Paris Dauphine)

Université Paris Dauphine
75 775 Paris Cedex 16

Appelées le plus souvent “nouvelles couches” ou “nouvelles classes” moyennes, ces catégories ont longtemps été laissées de côté par la discipline car elles mettaient mal à l’aise une tradition intellectuelle éternellement dominée par une vision bipolaire de la société. Ce n’est pas avant les années 1980 qu’elles furent enfin envisagées comme objet à part entière et que leur problématique traversa de nombreux travaux. Et, paradoxalement, alors que l’on pouvait presque dire qu’elles étaient devenues incontournables, la sensibilité dominante de la fin de la décennie fut à l’abandon de l’approche classiste.

En contrepoint nous verrons le sort assez différent qui avait été réservé à la question des classes moyennes dans un pays proche en termes de développement socio-économique et pas très éloigné non plus dans sa tradition intellectuelle, la Grande-Bretagne. Des auteurs aux positionnements théoriques les plus divers ont produit de nombreux travaux et engagé débats et questionnements qui ont traversé tout le champ disciplinaire.

Du déni à la reconnaissance des classes moyennes dans la sociologie française des années 1970 et 1980

De la “nouvelle classe ouvrière” à la “nouvelle petite bourgeoisie”

Déjà à la fin des années 1960, des auteurs comme Mallet (1969) et Touraine (1969), s’étaient confrontés à la question de la dénomination des nouvelles catégories de salariés liés à la modernisation de la structure de production industrielle. Techniciens, ingénieurs, ouvriers très qualifiés ne s’ins-

crivaient plus dans ce qui avait constitué la traditionnelle classe ouvrière, avec sa culture et sa conscience de classe. Le nouveau conflit central selon Touraine était entre ceux qui détenaient l'information et les autres. Mais l'un et l'autre de ces auteurs percevaient toujours une structure sociale clivée en deux et la masse des salariés nouveaux mieux formés rejoignait ce qu'ils appelaient la "nouvelle classe ouvrière". Les classes moyennes étaient toujours réduites aux petits indépendants.

C'est un état d'esprit un peu différent qui animait toute une autre série de travaux qui allaient aussi prendre en compte les nouvelles couches intermédiaires de salariés, mais en les saisissant à travers le prisme de la "petite bourgeoisie". Dans leur ouvrage *La petite bourgeoisie en France*, Baudelot, Establet & Malemort (1974) prenaient acte de la difficulté croissante de les dénombrer et dénommer: "Aux extrêmes de la société, il y a des classes en conflit, forces sociales unifiées, structurées; au centre, le terme désigne une moyenne gélatineuse beaucoup plus fluide, en même temps un enjeu pour les classes sociales en conflits". Selon ces auteurs, l'analyse marxiste traditionnelle, trop réductrice, ne permettait pas de saisir cette vaste masse "gélatineuse" qui méritait pourtant attention. C'est donc à cette tâche à laquelle ils se sont attelés, proposant "le premier recensement systématique des petits-bourgeois en France". Cette entreprise était fondée sur une définition négative de fait posée dès le départ. La petite bourgeoisie, c'est ce qu'il reste lorsque l'on ne comptabilise pas tout ce qui relève du "prolétariat au sens large". Ils estimaient en effet que les employés, ne profitant pas d'un "taux de rétrocession de la plus value" (en langage clair "revenus") plus élevé que les ouvriers, appartiennent au prolétariat. La bourgeoisie comprenait les possédants et tous ceux qui les assistent dans leurs fonctions de direction et de gestion. La petite bourgeoisie correspondait donc à tout ce qui restait.

Les auteurs pensent que, loin de représenter cette masse informe à laquelle elles sont le plus souvent réduites, la petite bourgeoisie peut être analysée en fractions bien définies, selon la "source d'extraction de la plus value": "La fameuse question des classes moyennes se clarifie; nous sommes finalement loin de cet immense fouillis social rebelle à tout concept; économiquement la petite bourgeoisie est facilement cernable, politiquement elle n'a pas l'unité qu'elle avait il y a quarante ans, elle est fractionnée...". Donc, en aucun cas concluent les auteurs, elle ne saurait être qualifiée de classe sociale.

Poulantzas (1974) à la même époque avait entrepris, lui aussi, de moderniser l'approche marxiste des classes sociales. Le concept de petite bourgeoisie devait pouvoir prendre en compte les nouvelles couches moyennes salariées; les nouveaux ensembles salariaux que représentent toutes les catégories intermédiaires de l'encadrement au sens large n'appartiennent pas à la petite bourgeoisie traditionnelle. On les appellera "nouvelle petite bourgeoisie" et,

parmi eux, ceux qui exercent des professions liées à l'extension de la prise en charge par l'État de secteurs comme la santé, la culture et l'éducation, seront dénommés "nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle". Cette petite bourgeoisie est tellement diverse et fractionnée qu'elle oscille constamment entre l'idéologie dominante et la contestation.

Bourdieu (1979) ne procède pas autrement lorsqu'il met sous le même vocable de petite bourgeoisie "tout ce qui n'est pas le prolétariat et la vraie bourgeoisie", c'est-à-dire, au bout du compte, tout le secteur tertiaire, car à l'instar de Poulantzas (et contrairement à Baudelot & al.) il y inclut les employés. On trouvera ainsi la "petite bourgeoisie en déclin", (artisans, commerçants, qui constituaient en effet des catégories en recul numérique); la "petite bourgeoisie d'exécution" (employés, cadres moyens) et la "petite bourgeoisie nouvelle" (professions intermédiaires de l'éducation et de la santé). Bourdieu reconnaît la difficulté des classements en ce qui concerne ces catégories intermédiaires de l'espace social "et pourtant les sciences sociales en général aiment bien les classements nets, pouvoir appeler petit-bourgeois, un vrai petit bourgeois". "Situés à égale distance de deux pôles extrêmes du champ des classes sociales, en un point, ou mieux en un lieu, où les forces d'attraction et de répulsion sont sans cesse affrontées à des alternatives", les occupants de ces positions moyennes ne peuvent qu'être tirillés entre ces deux pôles des classes dominantes et dominées et ne sauraient présenter une quelconque autonomie culturelle et encore moins exister comme groupe ou classe.

Rappelons enfin que toute une littérature spécifique sur les cadres, a pris en considération la question des nouvelles classes moyennes salariées au tournant des années 1980. Boltanski (1982) a retracé le processus historique d'invention des cadres, qui a fait que des individus d'origine très diverse, occupant des fonctions non moins diverses, puissent partager un sentiment d'appartenance à un groupe social celui des cadres. Mais les cadres, salariés bourgeois, ne forment pas un groupe social indépendant des couches bourgeoises et donc de la classe dominante.

Pour Benguigui & Montjardet (1978), les "couches moyennes salariées" que sont les membres de la "fonction d'encadrement" sont unis par leur commune appartenance à des appareils, et qu'il s'agisse d'entreprises privées ou publiques, c'est à travers le rapport État/société civile qu'il convient d'analyser leur position de classe. Si cette fonction sociale est divisée et hiérarchisée, en cas de conflit social ils se retrouvent du côté de la classe dirigeante, et leurs comportements se caractérisent plutôt par le corporatisme et l'opportunisme. Des travaux sur les cadres ont été poursuivis de façon régulière par la suite (Bouffartigue 2000).

La sociologie française de classes sociales, qui avait fait si peu de cas des classes moyennes salariées en les diluant dans une vaste nouvelle classe

ouvrière ou en les reléguant à des positions dominées de la bourgeoisie, ne s'est pas donné les moyens de saisir —et a même occulté— le rôle particulier qu'allait jouer l'éducation pour le groupe social de nouvelles classes moyennes salariées comme ressource sociale capitalisée dans des processus de trajectoires sociales ascendantes. Les débats sur l'école au tournant des années 1970 étaient polarisés sur la reproduction à l'identique de la structure sociale traditionnelle. Cependant le travail de Bourdieu, qui met en lumière le rôle spécifique du capital culturel et les possibilités de reconversion des différents types de capitaux (économique, culturel, social), a permis par la suite de mieux analyser les enjeux sociaux qui se sont constitués au sein de l'institution scolaire. Cette prise en compte a mis en lumière la façon dont certaines couches sociales n'appartenant pas toutes à la classe dominante traditionnelle allaient tirer profit du type de capital culturel et informationnel qu'elles s'étaient constitué.

Une nouvelle classe?

Outre Atlantique, à la même époque, des auteurs comme Gouldner (1979) & B. et J. Ehrenreich (1977, rapportés par Dagnaud 1981) ont porté leur attention sur ces nouvelles couches, pour la plupart passées par l'université, correspondant aux phases récentes du développement des sociétés industrielles. Ils voyaient en elles une "nouvelle classe", très liée aux mouvements de contestation culturelle qui ont agité l'Amérique des campus dans les années 1960. Cette nouvelle classe a utilisé sa spécificité culturelle et son idéologie contestataire pour se démarquer socialement de la classe dirigeante traditionnelle. Celle-ci avait assis son pouvoir des décennies durant sur son capital économique. La nouvelle classe aspirait aussi à un certain pouvoir qu'elle estimait légitime en raison de ses capacités spécifiques liées à des savoirs et connaissances. Son ascension sociale avait été freinée par la résistance que lui opposait la classe dirigeante traditionnelle. Les rapports avec les catégories sociales situées plus bas dans la hiérarchie sociale étaient peu abordés par ces auteurs, mais les couches sociales constituant la nouvelle classe ne se déployaient pas dans les mêmes sphères. Elles ne prétendaient représenter d'autres couches qu'elles-mêmes.

Cette lecture des nouvelles couches moyennes salariées comme groupe se constituant autour de ses propres intérêts, qui remettait donc en cause une éternelle vision bipolaire, a trouvé écho parmi quelques chercheurs français au début des années 1980. C'est dans le champ de la sociologie politique et électorale que des travaux ont commencé à souligner certaines spécificités des nouvelles couches moyennes salariées (Schweisguth 1983, Grunberg & Schweisguth 1983), perceptibles dans leurs comportements de vote ou dans les valeurs qu'elles exprimaient, à savoir leur libéralisme culturel. En relation

avec ces derniers auteurs, un groupe de chercheurs issus d'horizons théoriques divers, qui avaient rencontré empiriquement les "nouvelles couches moyennes salariées" à partir du champ de l'urbain, s'est emparé du thème. Un réseau "nouvelles classes moyennes" (Bidou & al. 1983), a été financé durant quelques années par le ministère de l'équipement et du logement, puis par le ministère de la recherche (Bidou & al. 1985).

Ce groupe de travail a focalisé son attention sur les professions nouvelles ou renouvelées liées à l'extension du système éducatif, au développement des services étatiques ou parapublics et à l'accélération de l'innovation technologique. Il s'agissait de catégories socioprofessionnelles dotées d'un capital culturel essentiellement acquis par le canal scolaire et universitaire. Ni élite dirigeante ni simples exécutants, ils se situaient à l'écart des claviers de commande économique et sociale tout en disposant d'une certaine marge de manœuvre et de pouvoir dans leur travail. Ni bourgeois ni prolétaires, ils se distinguaient par leur niveau, style de vie, valeurs et comportements tant de la classe dirigeante que de la classe ouvrière. Ils se démarquaient tout autant de la petite bourgeoisie traditionnelle. Au cœur de cette galaxie figuraient certains complexes socioprofessionnels localisés par la nomenclature de l'INSEE parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires. Les diverses professions intellectuelles —avec en tête les enseignants— y côtoyaient les professionnels de la santé et du socioculturel. Le personnel d'encadrement intermédiaire des secteurs public et privé venait s'y joindre.

L'objectif avait été, à partir de la confrontation de divers travaux empiriques, de tester la réalité et la spécificité du modèle culturel propre aux couches moyennes salariées; la cohésion interne de cet univers social. Se posait aussi la question des limites du groupe et de ses rapports avec les autres strates de la société. Ces questions s'inscrivaient dans un débat théorique portant sur l'autonomie des classes moyennes, leur rôle dans la reproduction et le changement social, leur place dans les rapports de classe comme relais des classes dominantes ou, au contraire, comme nouvelle classe montante. La prise de conscience de leur particulière habileté à utiliser l'institution scolaire avait attiré notre attention, corroborée par les statistiques de l'époque qui soulignaient les excellentes réussites scolaires des enfants d'enseignants et assimilés. (cf. *Collection de l'INSEE, D, 93, 1983*).

Les uns et les autres nous étions entrés dans le sujet par diverses voies : les travailleurs sociaux, les professionnels de l'aménagement urbain, les militants du cadre de vie, les personnels des cabinets ministériels, etc. Pour ma part (Bidou 1984), en saisissant les catégories cataloguées par l'INSEE comme cadres moyens et supérieurs du secteur public (éducation, santé, culture), à la fois à partir de leur expérience professionnelle et de la sphère résidentielle, j'avais pu vérifier l'hypothèse que la forte visibilité ou "agitation" culturelle

(mouvements sociaux hors travail et pratiques sociales innovantes) de ces couches sociales avait à voir avec leur déficit d'inscription sociale, lui-même lié à des itinéraires fréquents de décalage ou de mobilité sociale et au fait qu'elles exerçaient des professions nouvelles ou en renouvellement, offrant peu de support d'identification sociale. Tout ce travail social relevait de la construction d'identité, d'une tentative de se vivre comme groupe en trouvant une place dans l'espace social. Il pouvait aussi être analysé comme un travail d'accumulation de capital social et symbolique à partir duquel des nouveaux espaces professionnels pouvaient s'élaborer. Ce travail social et symbolique allait se constituer non pas à partir de la sphère économique, déjà occupée symboliquement par les deux pôles de la bourgeoisie et du prolétariat, mais de l'espace du hors-travail, du résidentiel et du quotidien qui devenait une valeur en soi. C'est pourquoi l'espace urbain (ou périurbain) a été un espace particulièrement investi dès ces années-là par ces couches sociales, selon des modalités diverses et engageant des dynamiques contradictoires. Dans les communes périurbaines, elles ont la plupart du temps conquis le pouvoir local. Dans les espaces urbains centraux, elles ont revitalisé des quartiers entiers, leur faisant acquérir des valeurs foncières souvent élevées et participant à l'accentuation de la ségrégation urbaine alors même que leur vision du monde était celle d'un espace social réconcilié et peu conflictuel.

Déjà dans ce travail empirique mené à partir de l'espace résidentiel, j'avais pu mettre en avant les comportements de parents des nouvelles classes moyennes (à capital culturel dominant) particulièrement actifs vis-à-vis des scolarités de leurs enfants (stratégies d'écoles, militantisme associatif, etc.) mais déniaient cette orientation dans leurs discours. Dans des travaux postérieurs (Bidou 1994) j'ai pu confirmer ces observations car les retours en centre-ville de certains étaient la plupart du temps liés à des préoccupations de qualité d'établissements scolaires.

La domination du modèle de la "moyennisation" généralisée et le déclin de la sociologie des classes

Si dans les années 1980, la thématique des classes moyennes avait fini par acquérir une vraie légitimité, dans le même temps la grille de lecture qui commençait à dominer la sociologie était celle de la dilution des frontières de classes. Participant pleinement du modèle culturel des nouvelles classes moyennes, à savoir le déni de la hiérarchie et l'euphémisation de la conflictualité du social, une grande partie des sociologues français eut tendance à universaliser sa propre vision du monde, celle d'une société postindustrielle désormais constituée d'une vaste classe moyenne. Cette conceptualisation eut un impact important car elle a largement alimenté de nombreuses publi-

cations de type manuels universitaires ou scolaires, mais aussi le discours des médias, devenant de la sorte une représentation commune.

Dans un ouvrage collectif dirigé par Mendras (1980) on trouve quelques prémisses de ce courant qui deviendra dominant: "Aujourd'hui, citadins, banlieusards, campagnards résidents secondaires ou néo-ruraux vivent tous de la même manière. Tous regardent la télévision, tous vont le samedi s'approvisionner aux mêmes centres commerciaux etc. les différences, encore fortes il y a dix ans sur les indicateurs de genre de vie et de confort, s'estompent progressivement: auto, télévision, réfrigérateur, eau courante, etc., se sont répandus en ville comme en campagne... (Mendras 1980, 28). Dans ce même ouvrage Lautman, dans un chapitre intitulé: "Où sont les classes d'antan?", estime que "la ventilation par CSP ne donne plus les mêmes résultats (qu'il y a vingt ans)... les nouveaux clivages passent par d'autres éléments". Et de constater tout au long de son article que beaucoup de familles de cadres n'ont plus rien à voir dans leurs modes de vie avec la bourgeoisie traditionnelle tandis que l'existence de l'ouvrier ne ressemble plus beaucoup à celle que Zola nous avait peinte au siècle précédent. Leur goût et usage commun du jean et du barbecue les rassembleraient plus que les éléments les distinguant.

Un autre facteur entre aussi en ligne de compte selon Mendras dans l'explication de cette tendance à la dilution des classes et de la montée de la moyennisation, à savoir la croissance du taux d'activité des femmes. Il le rappelle dans un ouvrage postérieur: "Le principal effet de l'emploi féminin est de brouiller la stratification et de renforcer le mouvement de moyennisation: en bas, si le métier de la femme est supérieur, il fait monter le ménage dans la hiérarchie, en revanche en haut, un métier de la femme inférieur à celui du mari ne fait pas descendre le ménage" (Mendras 1988 [1994], 67).

Pour représenter cette société en marche vers la moyennisation, où domine une vaste constellation centrale l'auteur propose l'image du strobiloïde, c'est-à-dire de la toupie. Le resserrement continu de l'éventail des salaires et des revenus qui a eu lieu des années 1950 aux années 1980 a accredité à juste titre cette image de toupie renflée. C'est sur ce type de données, ainsi que sur la forte croissance des effectifs des salariés du tertiaire (employés, professions intermédiaires et cadres) que s'appuie le groupe Louis Dirn (1990, 1998), qui a réuni quelques chercheurs autour de Mendras, pour affirmer une forte tendance à la moyennisation: C'est en effet durant ces années-là, les dites "trente glorieuses", que s'est développé un mode de vie "moderne" de base avec une quasi-généralisation d'un équipement des ménages en un certain nombre de biens durables (auto, télévision, téléphone, machine à laver...). L'amélioration du confort des logements s'est également généralisée et l'accession à la propriété s'est beaucoup développée, y compris parmi les ménages modestes. C'est cette amélioration globale ou ce rattrapage des niveaux de consommation en termes de confort quotidien de la part de caté-

gories jusqu'alors sous-équipées, qui a pu donner crédit à des visions en termes de moyennisation ainsi que d'homogénéisation des modes de vie qui aboutissaient assez vite à des conclusions d'effacement des différenciations sociales.

Or si la réouverture de l'éventail des revenus fut en France plus tardive et moins marquée qu'en Amérique du Nord, la tendance est apparue. Dans les années 1990, les salaires moyens ont connu une croissance moindre que ceux des tranches des extrêmes et le nombre des ménages en situation de pauvreté a augmenté. Cette tendance ne s'est pas accompagnée d'une disparition du "mode de vie basique" —les taux de possession de l'équipement de base n'ont pas marqué le pas—, mais ce qui avait pu représenter une tendance à la moyennisation n'avait plus du tout la même signification sociale. C'est en fait sur une sorte de contre-sens sociologique que se sont appuyés ces types de représentations d'une société largement moyennisée. En effet la toupie, sensée figurer ce gonflement des classes moyennes au sein de la structure sociale, ne représente en fait rien de plus qu'une distribution gaussienne des revenus, d'où la forme de cloche plus ou moins évasée selon que leur distribution est plus ou moins inégalitaire. Mais elle ne signifie en rien que l'on soit en présence d'une "vaste moyennisation". La croissance numérique des salariés du secteur tertiaire est réelle, mais ne signifie pas une décroissance ou une disparition des classes populaires au profit d'une "vaste classe moyenne". En particulier, interpréter la croissance de la CSP "employés" comme l'expression de l'expansion des classes moyennes ne contribue pas à la clarté de l'analyse, d'autant plus que la catégorie est en l'occurrence très féminisée et que ces salariées ont souvent des conjoints ouvriers. On voit comme la notion de classes moyennes peut être trompeuse lorsqu'elle n'est pas conceptualisée avec rigueur. Ses usages ont longtemps été peu normalisés, chacun mettant dans la notion des contenus différents.

Les représentations d'une "société de classes moyennes", aboutissant au bout du compte à la dilution des classes, se sont diffusées très largement dans la sociologie française des vingt dernières années du XX^e siècle —bien au-delà des auteurs entourant le groupe Louis Dirn. Alors que dans la société industrielle traditionnelle, celle née dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la question sociale dominante était celle de la lutte des classes et les rapports sociaux étaient marqués par la question de l'exploitation, Touraine estime que la montée de la société postindustrielle peut être caractérisée par "un déplacement de la question sociale". Dans la société postindustrielle, selon Touraine, il y aurait eu retournement d'axe: "Nous vivons en ce moment le passage d'une 'société verticale' que nous avons l'habitude d'appeler société de classe avec des gens en haut et des gens en bas, à une 'société horizontale' où l'important est de savoir si on est au centre ou à la périphérie." (1991, 166).

De façon récente, les tenants de la moyennisation généralisée ont révisé leur raisonnement. Ce n'est pas tant l'homogénéisation des modes de vie qui expliquerait la tendance à la moyennisation —car les inégalités ont ressurgi—, ce sont les modes de différenciation qui se sont déplacés et multipliés. Ainsi Rosanvallon (1995), adhérent de la première heure de cette vision, estime cependant que l'“on se trompe si l'on ne voit dans l'avènement des classes moyennes qu'une banale évolution sociologique. Il ne traduit pas seulement une transformation des niveaux de vie engendrée par la croissance ou une mutation du système de production liée au développement des services. Si la société dite des classes moyennes correspond pour une part à un mouvement d'homogénéisation des modes de vie, de dé-hiérarchisation sociale, on ne peut en rester à ce simple constat. Une telle société se caractérise surtout par une formidable réorganisation des modes de différenciation. Ceux-ci ne sont plus uniquement collectifs (exprimés en termes de revenus, de diplômes, etc.); ils deviennent plus individualisés. Les statistiques traditionnelles s'avèrent inaptes à décrire ce nouvel univers social, plus atomisé et plus individualisé, aux contours plus fluctuants et plus instables...” (207-209).

L'argument de l'inadaptation de l'outil statistique est souvent évoqué pour conforter la version de la société de classes en déclin: “Les statistiques traditionnelles s'avèrent inaptes à décrire ce nouvel univers social plus atomisé et plus individualiste, aux contours plus fluctuants et plus instables...” (Fitoussi & Rosanvallon 1996). Ces dernières citations illustrent bien comment la grille de lecture postmoderne d'un monde social atomisé, fonctionnant en réseaux, où chaque individu choisit sa vie, domine dans les sciences sociales, consacrant la réussite du paradigme de l'individualisme méthodologique. L'humeur individualiste ou atomiste a favorisé le développement d'approches prenant appui sur des données individuelles compilées par un traitement économétrique. La catégorie socioprofessionnelle représente ainsi une des multiples facettes de l'individu, au même titre que l'âge, le sexe, le type d'habitat. On mettra en évidence l'effet de variables qui entrent en compte dans les phénomènes étudiés toutes choses égales par ailleurs. Dans certains cas, c'est le revenu qui sera déterminant, dans d'autres le diplôme ou le lieu de résidence. Ces pratiques d'analyse ravalent l'appartenance sociale, saisie à travers la CSP, à une variable parmi d'autres.

La “service class” et la sociologie britannique des classes moyennes

Contrairement à ce qui s'est passé en France, la littérature sociologique des classes moyennes a connu un essor important en Grande-Bretagne dans les années 1980 et 1990. Les travaux qui l'inspirèrent se sont inscrits dans une

tradition d'approche classiste longtemps centrée sur la "working class", mais qui avait saisi la nécessité d'ouvrir les débats sur la montée des "nouvelles classes moyennes salariées" et leur rôle dans le changement économique et social des sociétés industrielles et postindustrielles (Bidou-Zachariassen 2000). D'autre part, et encore à l'inverse de la situation française, où bien souvent le terme de classes moyennes était devenu synonyme de secteur tertiaire, il y a eu un assez large accord quant aux couches sociales qui pouvaient être recensées dans cette catégorie. Une terminologie spécifique a aussi émergé pour les désigner, celle de la "service class". Celle-ci concerne l'équivalent de nos cadres et professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires, à l'exclusion des employés.

Pour Renner (1953), qui utilisa la notion pour la première fois en Autriche dans les années 1930, les membres de la service class, qui ne sont ni des capitalistes car ils ne possèdent pas les moyens de production, ni des ouvriers car ils ne vendent pas leur force de travail, ne sont pas engagés dans une "relation salariale" avec le capital mais dans une "relation contractuelle" pour laquelle un salaire les récompense. Il s'agit d'un "contrat de service", fondé sur une délégation d'autorité. Le terme est resté peu usité jusqu'à ce que Goldthorpe le réactualise dans les années 1970. Depuis, il semble que la notion soit devenue incontournable pour tous les travaux traitant de la stratification sociale, mais aussi du changement social en général et des courants de sensibilités les plus diverses, des néo-weberiens aux néo-marxistes, l'ont réinvestie. Dans la diversité de la littérature sur la question, on retiendra trois tendances significatives.

L'approche statistique stratificationniste

C'est en effet dans le cadre de travaux sur la stratification sociale en général et sur la mobilité en particulier que Goldthorpe a été amené à retenir cette terminologie. Pour lui, "the service class is the class of professional, administrative and managerial employees" (Goldthorpe 1982), caractérisée en premier par la spécificité de son statut occupationnel. Ce n'est tant la nature du travail qu'exercent ses membres qui les particularise, car celle-ci peut être très variée, mais la façon dont celui-ci est rémunéré, dans le présent comme dans l'avenir. Dans "la service class, les salariés accomplissent des services pour les organisations qui les emploient, en échange de compensations qui prennent la forme, non seulement de rétribution du travail accompli à travers un salaire et diverses gratifications, mais comportent aussi d'importants éléments concernant l'avenir comme par exemple des hausses de salaires selon une grille pré-établie, l'assurance de la sécurité dans l'emploi comme dans les droits de pensions au moment de la retraite, et par-dessus tout des opportunités de carrières bien définies." (Erikson & Goldthorpe 1992, 362).

Ce type de définition implique que l'unité de base soit non pas l'individu dans sa position de travail, mais le ménage, la famille. À travers ce statut occupationnel, les membres de la service class partagent une expérience commune. Pour cet auteur, ses membres, en tant que salariés, n'appartiennent pas à la classe capitaliste ou à la classe dirigeante ("ruling class"). Ils sont cependant dans une relation d'ambivalence par rapport à leurs employeurs, car les conditions de leur rémunération et leur déroulement de carrière, les distinguent aussi, et bien nettement, des simples employés.

Étant donnée sa croissance rapide dans la structure sociale au cours des décennies de l'après-guerre, la service class se trouve structurellement marquée par une dimension spécifique, celle de la mobilité sociale ascendante. La mobilité sociale représente pour Goldthorpe une "force causale" (causal power). La service class, au sens large, qui est passée de 5 % de la population active dans la première moitié du XX^e siècle, à 25 % dans les années 1980 et à plus de 30 % dans les années 1990, est encore hétérogène. Pour des raisons mécaniques, cette classe a dû recruter dans les autres classes sociales.

Cet auteur rappelle que depuis les années 1970, on a pu constater que "la capacité de la 'service class' comme collectivité à maintenir ses avantages par rapport aux membres des autres classes, a été remarquable". Il ajoute que l'on trouve les mêmes configurations dans les autres "sociétés avancées" et que ceci est une "indication" pour comprendre la montée des inégalités dans ces mêmes sociétés. (Goldthorpe 1995). La service class est, au bout du compte, plutôt conservatrice. Ayant beaucoup de privilèges à défendre, elle a peu de raisons de s'allier politiquement à la classe ouvrière ainsi que les théoriciens de la "new class" l'avaient clamé.

L'approche historique : de l'invention à l'extension d'une classe sociale

Abercrombie & Urry (1983) ont repris le travail de spécification du concept, travail qui a été poursuivi et approfondi par Lash & Urry (1987) dans un ouvrage intitulé *The End of Organised Capitalism* dont une longue partie est consacrée à l'histoire de l'émergence de cette service class et à son rôle au sein des économies et sociétés occidentales. Un des traits du "capitalisme organisé" a été la croissance de catégories occupationnelles situées entre les possesseurs de capital et les possesseurs de leur seule force de travail.

C'est en étudiant la façon dont le capitalisme s'est développé, au début du XX^e siècle aux États-Unis, à partir de la montée en puissance du "management scientifique", qu'ils ont élaboré leur thèse. "La 'service class' s'est développée comme troisième force, émergeant des interstices, 'en dehors' de la relation entre capital et travail" (163). L'apparition de cette classe n'était pas inscrite dans une pure logique d'accumulation capitaliste ou d'impératifs

technologiques. Elle avait beaucoup plus à voir, nous disent-ils, “avec les rapports sociaux entre le capital et le travail dans des sociétés particulières, sans devoir pour autant être réduite à ce rapport social (...). Au tournant du siècle est apparu aux États-Unis quelque chose comme une lutte de classe entre les capitalistes traditionnels et les tenants du ‘management moderne’. Et ce furent les seconds qui l’emportèrent (...). On a vu apparaître, dans la plupart des entreprises américaines, de complexes bureaucraties d’encadrement dans la foulée desquelles les postes de cols blancs se multiplièrent. Ce processus entraîna à son tour le développement de toute une série d’institutions interdépendantes dans des secteurs tels l’enseignement, la santé, le droit etc. (...) Ainsi, avant la première guerre mondiale, la ‘service class’ s’est développée et étendue par elle-même, entre le capital et le travail, constituant une sorte de morceau ou de troisième force de la société américaine. (...). Paradoxalement la société considérée comme la plus capitaliste a développé la première ce type de troisième force, indépendante des deux pôles traditionnels du capitalisme” (193-194, traduction de C. Bidou-Zachariassen).

Contrairement à Goldthorpe, qui voyait la service class plutôt conservatrice, ces auteurs estiment qu’elle a été à la base de “nouveaux mouvements sociaux”, non directement articulés sur des relations de production, ainsi que de la montée d’une sensibilité culturelle qu’ils qualifient de “postmoderniste”. Ils insistent sur le fait que la service class a développé des styles de vie et valeurs propres. La vision du monde ainsi que le capital culturel spécifique dont les membres de la service class sont devenus les détenteurs privilégiés, ont même été à la base de la mise en œuvre de stratégies professionnelles et de la création des métiers nouveaux, participant par là à leur expansion en tant que classe.

L’approche en termes de structure de capitaux

L’ouvrage de Savage, Barlow, Dickens & Fielding (1992) intitulé, *Property, bureaucracy and culture, middle-class formation in contemporary Britain*, propose pour sa part une étude de l’ensemble de la “middle class”, c’est-à-dire les nouvelles classes moyennes plus la petite bourgeoisie (les indépendants), dans une perspective comparative, à travers leur vie hors-travail. Leur approche était fondée sur la structure des capitaux possédés par chaque fraction de cette classe. Chacune est en possession d’un type particulier de capital. Ils rappellent qu’ils utilisent là une conceptualisation inspirée de Bourdieu, mais outre les deux types de capitaux auxquels se réfère ce dernier, le capital économique et le capital culturel, ils proposent d’en prendre un troisième en compte, le capital “d’organisation”. Il s’agit de celui qu’acquiert un individu qui travaille dans une entreprise, une administration et qui faisant carrière au sein de cette organisation y capitalise un certain nombre de ressources (infor-

mations, relations, etc.). La particularité de ce type de capital est de n'être valable qu'au sein même de l'organisation dans laquelle il a été acquis. Cette notion de capital d'organisation a été empruntée à Wright (1989).

La question centrale qu'ils posent alors est la suivante: assistera-t-on à un processus d'unification d'une assez large *service class* ou plutôt à la constitution de trois "middle classes" distinctes, correspondant aux trois types de capitaux référencés? Durant la dernière période, celle du passage au postfordisme, les nouvelles entreprises ont allégé leurs bureaucraties et ont eu de plus en plus recours à des services de compétences spécialisées externalisés par rapport à l'ancienne organisation. À travers cette évolution, on perçoit une montée en valeur du capital culturel ou éducationnel et une perte simultanée de celle du capital d'organisation. On assiste aussi à un déclin de la promotion interne des cadres d'entreprises, aux dépens de la promotion par les diplômes, inflexion qui engage aussi une perte de valeur du capital d'organisation au profit du capital culturel.

Le thème de la "gentrification" est assez longuement développé, comme il l'est dans de nombreux autres travaux sur les classes moyennes que nous n'avons pas la possibilité d'analyser en détail ici (Butler & Savage 1995). En "gentrifiant" d'anciens quartiers ouvriers dévalorisés, en général proches des centres-ville, les nouvelles classes moyennes, et plus particulièrement celles qui ont du capital culturel, les valorisent de toutes pièces, non seulement en réhabilitant le bâti mais en s'y regroupant et en rendant ces quartiers socialement attractifs, par le fait même d'y venir résider. Le capital culturel, qui était déjà un type de capital plus durable que le capital d'organisation, se trouve aussi conforté par le développement de la propriété et de la valeur de celle-ci parmi ces couches sociales. Ces deux types de capitaux, culturel et économique, sont aussi plus facilement transmissibles d'une génération à l'autre que le capital d'organisation. Les femmes sont considérées également comme des acteurs sociaux de premier plan dans le processus de gentrification. Les ménages dans lesquels les femmes travaillent, caractéristique en cours de généralisation dans la *service class*, recherchent des résidences plus centrales, entraînant par là des dynamiques de gentrification.

Les auteurs laissent à penser au bout du compte que les forces tendant à structurer les "nouvelles classes moyennes" —terme qu'ils disent préférer finalement à celui de "*service class*"— en un vaste milieu social, sont les plus prégnantes. Ainsi les "professionnels" et les managers, bien que les premiers soient plus dotés que les seconds en capital culturel, ont tendance à se constituer en milieux de vie, fonctionnant ainsi pour soi, à travers un jeu subtil de reconversion et de renforcement entre les différents types de capitaux.

Comme on le voit le thème de l'éducation intervient constamment dans les travaux britanniques sur la *service class* ou la *new middle class*. Les emplois de la *service class*, et particulièrement ceux des "professionnels",

requièrent du capital scolaire. Les enfants des membres de la service class, les statistiques le prouvent, ont les meilleures chances de réussite scolaire. Les écoles, notamment les écoles privées, ont en tant que milieux de vie, un effet unificateur des différentes composantes de la service class.

Conclusion

Dans les années récentes, il est intéressant de voir à nouveau une tendance inverse se marquer dans les littératures sociologiques britannique et française. En Grande-Bretagne plus encore qu'en France la question de l'émergence de la post-modernité marque les débats. C'est ainsi que des auteurs comme Lash & Urry (1994), les plus affirmés dans leur lecture de la société en termes de classes, vont estimer que le processus de "dé-traditionalisation" et la montée concomitante de l'individualisation, sont achevés, consacrant le changement de période. Dans la nouvelle configuration sociale de la "modernisation réflexive", les structures sociales n'intègrent plus les individus comme elles le faisaient auparavant. On est désormais face à des individus, conçus comme un "self-monitoring agency", qui choisissent eux-mêmes leurs façons d'être. Même si les approches classistes du changement social n'ont pas complètement disparu du paysage sociologique britannique force est de constater que ces théories d'inspiration "postmoderne" (Beck, Giddens & Lash 1994), y ont acquis une audience majeure, bien au-delà de la sphère académique (Giddens, un de ses plus prolifiques représentants, est un proche conseiller de Tony Blair).

En France par contre, après la période d'éclipse que l'on a analysée plus haut, l'époque est, semble-t-il, à un certain "retour des classes" (pour utiliser la formule de Chauvel 2001). Cette tendance avait déjà été engagée depuis quelques années dans une prise de conscience progressive de la persistance ou même de la montée des inégalités liées à l'appartenance sociale (Bihl & Pfefferkorn 1999). On peut penser que ce "retour des classes", dont témoignent déjà des colloques et publications récentes (Espaces Marx 2003, Bouffartigue 2004) s'accompagnera d'une reprise du travail sur la thématique des classes moyennes et d'une construction conceptuelle à leur propos.

Bibliographie

- ABERCROMBIE N & URRY J. 1983 *Capital, labour and the middle classes*, London, George Allen and Unwin
- BAUDELLOT C., ESTABLET R. & MALEMORT J. 1974 *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspéro

- BECK U., GIDDENS A. & LASH S. (eds.) 1994 *Reflexive modernization, politics, tradition and aesthetics in the modern social order*, Cambridge, Polity Press
- BENGUIGI G., MONTJARDET D. 1978 *La Fonction d'encadrement*, Paris, La Documentation française
- BOLTANSKI L. 1982 *Les Cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Minuit
- BIDOU C. 1984 *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF
- BIDOU C., DAGNAUD M., DURIEZ B., ION J., MEHL D., PINÇON-CHARLOT M. & TRICART J.-P. 1983 *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Rapport pour le ministère de l'équipement et du logement
- BIDOU C., DAGNAUD M., DURIEZ B., ION J., MEHL D., PINÇON-CHARLOT M. & TRICART J.-P. 1985 *Les classes moyennes salariées*, Rapport pour le ministère de la recherche
- BIDOU-ZACHARIASEN C. 1994 "Rénovation urbaine et stratégies familiales, une étude de cas", *Sociétés contemporaines*, 17, 11-27
- BIDOU-ZACHARIASEN C. 2000 "À propos de la *service class* : les classes moyennes dans la sociologie britannique", *Revue française de sociologie*, 41-4, 777-796
- BIHR A., PFEFFERKORN R. 1999 *Déchiffrer les inégalités*, Paris, Syros
- BOUFFARTIGUE P. 2000 *Sociologie des cadres*, Paris, La Découverte, collection Repères
- BOUFFARTIGUE P. 2004 *Le retour des classes sociales, inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute
- BUTLER T. & SAVAGE M. (eds.) 1995 *Social change and the middle classes*, London, UCL Press
- CHAUVEL L. 2001 "Le retour des classes", *Revue de l'OFCE*, 79, 315-359
- ESPACES MARX 2003 *Classes sociales, retour ou renouveau?* Paris, Éd. Syllepse
- DAGNAUD M. 1981 "La classe d'alternative', Réflexions sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes", *Sociologie du Travail*, 4, 384-404
- DIRN L. 1990 et 1998 *La Société Française en tendances*, Paris, PUF
- EHRENREICH B. & J. 1977, "The professional managerial class", *Radical America*, mars-avril et mai-juin.
- ERIKSON R. GOLDTHORPE J. 1992 *The constant flux, a study of class mobility in industrial societies*, Oxford, Clarendon Press
- FITOUSSI J. P., ROSANVALLON P. 1996 *Le nouvel âge des inégalités*, Paris, Seuil
- GOLDTHORPE J. 1982 On the service class: its formation and future, in Giddens A., McKenzie G. (eds) *Social class and the division of labour*, Cambridge University Press
- GOLDTHORPE J. 1995 The service class revisited, in Butler et Savage (eds)
- GOULDNER A. W. (1979) *The future of intellectuals and the rise of the new class*, London, Macmillan Press
- GRUNBERG G. & SWEISGUTH E. 1983 "Le virage à gauche des couches moyennes salariées, in Lavau G., Grunberg G. & Mayer N. *L'Univers politique des classes moyennes*, Paris, FNSP, 351-372
- LASH S. & URRY J. 1987 *The End of organised capitalism*, The University of Wisconsin Press
- LASH S., URRY J. 1994 *Economy of signs and spaces*, London, Sage Public
- MALLET S. 1969 *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil
- MENDRAS H. 1980 *La Sagesse et le désordre : France 1980*, Paris, Gallimard

- MENDRAS H. (avec la collaboration de DUBOYS-FRESNEY L.) 1988 [1994] *La seconde révolution française : 1965-1984*, Paris, Gallimard
- RENNER K. 1953 (traduction anglaise 1978) The service class, in Bottomore T., Goode P. (eds) *Austro Marxism*, Oxford University Press
- ROSANVALLON P. 1995 *La nouvelle question sociale*, Paris, Seuil
- SWEISGUTH E. 1983 "Les salariés moyens sont-ils des petits bourgeois?", *Revue Française de Sociologie*, XXIV-4, 679-704
- TOURAINÉ A. 1969 *La Société postindustrielle*, Paris, Gonthier
- TOURAINÉ A. 1991 Face à l'exclusion, in *Citoyenneté et urbanité*, Paris, Éditions Esprit
- POULANTZAS N. 1974 *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil
- SAVAGE M., BARLOW J., DICKENS P. & FIELDING T. 1992 *Property, bureaucracy and culture, middle class formation in contemporary Britain*, London, Routledge
- WRIGHT E. O. 1989 *The Debate on classes*, London, Verso